

# Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

## NGO Action News

29 juin 2023

### Moyen-Orient

- Le 26 juin, [Peace Now](#) a publié un article et une infographie montrant qu'au cours des six premiers mois de 2023, le Haut conseil de la planification israélien a approuvé 13 000 unités d'habitation dans les colonies situées en Cisjordanie, un record depuis 2012, date à laquelle Peace Now a commencé à enregistrer systématiquement l'avancement des projets de colonisation par l'intermédiaire des procédures de planification.
- Le 26 juin, à l'occasion de la Journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture, [Al Mezan Centre for Human Rights](#) a publié un communiqué de presse pour demander la protection des victimes de tortures et de mauvais traitements sur le territoire palestinien occupé. Al Mezan a déploré les souffrances du peuple palestinien dues aux pratiques israéliennes assimilables à de la torture et à des peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants.
- Le 25 juin, [B'Tselem](#) a publié un article fournissant des détails sur la mort de Ghazi Shihab, un ouvrier de 66 ans tué par les forces israéliennes alors qu'il se rendait à son travail. Le drame a eu lieu près du camp de réfugiés de Nur Shams.
- Le 25 juin, le [Centre palestinien pour les droits de l'homme](#) a publié un communiqué de presse appelant les autorités de la bande de Gaza à cesser d'appliquer la peine capitale et à respecter les obligations de la Palestine au titre du Deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort. Le communiqué de presse note que six condamnations à mort ont été prononcées à Gaza depuis le début de l'année.
- Le 22 juin, [Al-Haq](#) a publié un article dans lequel le réseau des organisations non gouvernementales palestiniennes et le Conseil des organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme s'alarment du transfert forcé imminent de la famille Ghaith-Sub Laban de leur maison dans la vieille ville de Jérusalem, prévu entre le 28 juin et le 13 juillet 2023. Les deux organisations ont appelé la communauté internationale, y compris les Nations Unies et la CPI, à intervenir de toute urgence pour empêcher la saisie de la maison. Le 27 juin, [Ir Amim](#) a également publié une lettre au nom d'organisations locales israéliennes et palestiniennes de défense des droits de l'homme et de la société civile, condamnant l'expulsion forcée imminente de la famille Ghaith-Sub Laban.

- Le 14 juin, [Al Shabaka](#) a publié une note d'information intitulée « Le sionisme libéral : un pilier du projet colonial israélien », selon laquelle le sionisme libéral fournit au projet colonial israélien « le vernis d'une civilisation occidentale éclairée et d'une politique démocratique et progressiste ». La note propose un cadre pour remettre en cause la notion de sionisme libéral.
- Le 13 juin, [7amleh- The Arab Centre for the Advancement of Social Media](#) a publié un guide pour aider les particuliers, les institutions et les entreprises en Palestine à protéger leur vie privée et leurs données numériques, sur la base des lois palestiniennes et du droit international relatif aux droits de l'homme.

### Asie et Europe

- Le 27 juin, la [Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine](#) (ECCP) a publié un article indiquant que les membres de la commission du commerce international du Parlement européen ont décidé d'inviter la Commission européenne à confronter les points de vue sur les relations commerciales entre l'UE et les colonies illégales. Cette décision fait suite à une pétition, signée par plus de 277 000 citoyens de l'UE, demandant à la Commission de proposer une loi visant à empêcher les entreprises de l'UE d'importer ou d'exporter des produits depuis ou vers les colonies illégales situées dans les territoires occupés.
- Le 26 juin, l'[Association France Palestine Solidarité](#) a publié un article (en français) détaillant les événements récents en Palestine occupée et a appelé le gouvernement français à cesser de nouer des partenariats avec Israël et à prendre des mesures pour protéger le peuple palestinien.
- Le 26 juin, en marge de la session du Conseil des droits de l'homme à Genève, [Law for Palestine](#) a organisé un événement parallèle intitulé « La politique israélienne d'arrestation des étudiants palestiniens : un outil pour éroder l'identité palestinienne et consolider le colonialisme ? ». Parmi les intervenants figuraient, entre autres, Elina Steinerte, ancienne Présidente-Rapporteuse du Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire et membre du sous-comité des Nations Unies pour la prévention de la torture, et Ihsan Adel, président de Law for Palestine et auteur d'un rapport sur le sujet.
- L'[Association Belgo-Palestinienne](#) a annoncé la tenue, du 23 juin au 26 août, d'une exposition intitulée « Palestine, le choix de la vie. Les anges en temps de guerre » à la Maison Losseau de Mons (Belgique). L'exposition présente des peintures et des sculptures d'Iyad Sabbah, un artiste de Gaza, et des photographies de Véronique Vercheval, une photojournaliste belge.

## Amérique du Nord

- Le 27 juin, [Human Rights Watch](#) a publié un article critiquant les Nations Unies pour n'avoir pas inscrit Israël sur sa liste de parties à un conflit armé qui commettent des violations graves à l'encontre des enfants dans le dernier [rapport](#) du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés. L'article note que cette omission envoie un message contradictoire quant à la volonté des Nations Unies d'obliger les gouvernements puissants à rendre des comptes, d'autant plus que les forces israéliennes ont blessé 975 enfants en 2022.
- Le 26 juin, [J Street](#) a publié une déclaration saluant la décision de l'administration Biden de rétablir une restriction longtemps en place sur le financement américain des projets de coopération scientifique entre les États-Unis et Israël, qui a pour effet d'empêcher les fonds américains de soutenir des projets de recherche menés dans les colonies israéliennes de Cisjordanie. Le gouvernement américain revient donc sur une décision de l'administration Trump qui autorisait le financement par les États-Unis de projets de recherche dans les colonies.
- Le 23 juin, [Jewish Voice for Peace](#) (JVFP) a publié un communiqué de presse appelant le gouvernement américain à refuser à Israël l'accès au programme d'exemption de visa en raison de ses pratiques discriminatoires à l'égard des Américains d'origine palestinienne. JVFP demande également que l'administration Biden appelle immédiatement Israël à cesser ses « punitions collectives contre les civils palestiniens ». Le 22 juin, l'organisation [Friends of Sabeel North America](#) a adressé une lettre au secrétaire d'État Antony Blinken et au secrétaire à la Sécurité intérieure Alejandro Mayorkas, expliquant en détail que l'inclusion d'Israël dans le programme d'exemption de visa, alors que ce pays discrimine les Américains d'origine palestinienne par le biais d'un système de permis, constituerait une « normalisation flagrante de l'apartheid ».
- Le 23 juin, [The Jerusalem Fund](#) a publié un article sur les récentes violences commises par les colons en Cisjordanie, en mettant l'accent sur l'attaque de Turmus Aya par des colons israéliens armés. L'article affirme que ces actes sont la conséquence des politiques d'annexion de plus en plus audacieuses du gouvernement israélien, lesquelles sont considérées comme illégales par la communauté internationale.
- Le 21 juin, la [Dotation Carnegie pour la paix internationale](#) a publié un article de Nathan Brown intitulé « Assiste-t-on à un rétrécissement de l'espace civique en Israël et en Palestine ? ». L'article présente un projet lancé par le programme Moyen-Orient de la Dotation Carnegie dont les objectifs sont de déterminer si l'espace civique se rétrécit, et le cas échéant d'étudier les formes que prend ce rétrécissement, et de réfléchir à la façon dont les décideurs politiques peuvent contribuer à maintenir les espaces civiques libres et ouverts afin que toutes les voix puissent être entendues, quels que soient les intérêts de chacun.

## Nations Unies

- Le 28 juin, le [porte-parole du Secrétaire général](#) a publié une déclaration dans laquelle il fait part de la condamnation par le Secrétaire général de l'avancement des projets prévoyant la

construction de plus de 5 500 unités d'habitation dans les colonies israéliennes de la zone C de la Cisjordanie occupée. Le Secrétaire général a réaffirmé que les colonies de peuplement constituent une violation flagrante du droit international et des résolutions pertinentes des Nations Unies, et a exhorté le gouvernement israélien à inverser l'expansion des colonies de peuplement dans le territoire palestinien occupé.

- Le 27 juin, le [Coordinateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient](#) s'est exprimé devant le Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, y compris sur la question palestinienne. L'essentiel de ses remarques a concerné le 26<sup>e</sup> rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre de la résolution 2334 (2016). Un [communiqué de presse](#) a été publié à l'issue de la réunion, au cours de laquelle le Président de l'Arab American Institute, James Zogby, s'est également exprimé devant le Conseil pour souligner les conséquences de la poursuite des violations des droits des Palestiniens.
- Le 23 juin, le [Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme](#) Volker Türk a publié un communiqué de presse dans lequel il appelle à la fin immédiate de la violence en Cisjordanie occupée et avertit qu'elle risque d'échapper à tout contrôle, alimentée par des discours politiques enflammés et une escalade dans l'utilisation d'armes militaires de pointe par Israël.

*Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile affiliées au Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information.*



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>